

Ce Röstigraben qu'on adore détester

URNES Dimanche, le vote sur la santé a une nouvelle fois fracturé Latins et Alémaniques. Une division qui provient d'une différence dans l'appréhension de l'Etat. Elle trouve sa cause dans la culture et l'histoire des peuples

LAURE LUGON ZUGRAVU
X @laurelugon

Tel un spectre, il apparaît au soir de certaines votations. Dimanche, le fameux Röstigraben était bien là, même si, en réalité, il n'était pas de facture parfaite, tout comme celui de la réforme d'AVS 21. Les villes de Zurich, Berne et Bâle ont en effet accepté l'initiative du PS visant à plafonner les primes maladie à 10%. Mais avec un pourcentage de oui si faible (50,22% à Zurich) que cela renforce au contraire sa réalité: «Etant donné que ces villes sont dominées par le PS, Les Vert-e-s et la gauche extrême, ce petit pourcentage d'acceptation démontre une méfiance de cet objet même à gauche», remarque Sean Müller, politologue à l'Université de Lausanne (Unil).

Depuis 1848, la Romandie a voté 28 fois de manière unifiée mais a perdu. Sur un total de 689 votations, cela représente 4,1% des cas. Souvent, c'est le fossé ville-campagne qui prend le des-

sus sur la division linguistique, lequel joue en faveur de la Suisse romande. C'est d'ailleurs la division entre cités et champs qui a aidé la 13e rente AVS à passer. Pour autant, le Röstigraben plus ou moins pur existe et trouve ses causes dans la culture politique, pour ne pas dire la culture tout court.

En résumé, les Suisses alémaniques sont plus attachés à la responsabilité et à la liberté individuelles que les Romands, même au prix des inégalités, alors que ces derniers veulent y remédier. «Sur la question de la répartition et du rôle de l'Etat, les Alémaniques manifestent en général une méfiance à l'égard de son rôle redistributeur, explique l'historien Dominique Dirlwanger. Ils pensent aussi que le privé est plus efficace que l'Etat. Ainsi, par exemple, les Alémaniques ne sont pas favorables à la caisse unique.»

Cette différence trouve ses racines dans l'Histoire. «En Suisse romande, la notion de solidarité vient de la Révolution

française, poursuit Dominique Dirlwanger. Pourtant, c'est le chancelier allemand Bismarck, donc la droite, qui inventa l'Etat social à la fin du XIXe siècle. En Suisse, la création de l'AVS en 1947 a été portée par un radical étatiste, Walther Stampfli.»

Depuis 1848, la Suisse romande a voté 28 fois de manière unifiée mais a perdu

Contradictoire? Pas tant que cela. Pour Olivier Meuwly, historien, «nos pensées politiques en Suisse naviguent entre le rationalisme des Lumières et le romantisme allemand. Les Romands voient l'Etat comme garant de la liberté individuelle, alors que chez les Alémaniques, l'idée de nation l'emporte sur celle d'Etat. Cet arrière-fond philosophique

un peu mystique amène à considérer l'individu comme s'intégrant dans un tout national ainsi que dans la nature, dans une possible méfiance envers l'Etat administratif.» Sean Müller, Glaronais d'origine, n'en disconvient pas: «Les Alémaniques préfèrent vivre avec l'illusion d'avoir une autonomie totale en tant qu'individus, ce qui les conduit au mythe de la souveraineté. Alors que les Romands sont plus réalistes et font davantage confiance à l'Etat.»

En voici un exemple qui n'a rien d'anecdotique: Rapperswil, 27 000 habitants, a refusé l'an dernier l'introduction d'un parlement, lui préférant sa traditionnelle assemblée de citoyens, malgré une participation de 4% seulement. Signe que les citoyens ont plus confiance en eux-mêmes qu'en l'Etat. Encore plus drôle et révélateur: le cas des alpages alémaniques, toujours gérés par des coopératives de paysans qui s'auto-organisent. «Ce pourrait être vu comme hyper-socialiste, en fait, remarque avec malice Sean Müller. Mais eux le voient comme

la manifestation de leur responsabilité et liberté individuelles.» Plus largement, on observe aussi que le bénévolat est plus développé en Suisse allemande, tout comme le soutien familial, alors que les Romands ont tendance à voir ce dernier comme une mission régalienn.

Des communes plus autonomes outre-Sarine

Cette approche se traduit évidemment par une autonomie des communes beaucoup plus forte outre-Sarine. «A Glaris, la moitié de l'impôt cantonal direct va à la commune. Le canton est heureux de ne pas devoir se mêler des affaires communales, alors qu'en Suisse romande, les cantons sont contents de se soucier de tout.» Cet élément bétonne le Röstigraben, car la minorité romande sait intuitivement qu'en votant pour plus d'Etat, ce sera la Suisse alémanique qui paiera. Si, en 1848, les Romands craignaient un Etat fédéral trop fort qui donnerait du poids à la partie germanique, «aujourd'hui, ils profitent

des prestations de cet Etat central financé par l'autre partie», résume le politologue.

Outre la notion de l'Etat social, un autre élément divise Latins et Alémaniques: nos relations avec l'Europe, même si le soutien à l'UE est moins prononcé en Suisse romande que dans les années 1990. D'abord à cause de cette notion de souveraineté, réelle ou supposée mais à laquelle les Alémaniques sont attachés émotionnellement et dont l'UDC est un symptôme et non une cause. Ensuite parce que «comme majorité, vous avez plus à perdre», relève Sean Müller. Explication: unis, les germanophones peuvent systématiquement l'emporter en Suisse. Mais au sein de l'UE, ils ne pèseront plus lourd. A cela s'ajoute la longévité des cantons de Suisse centrale et orientale dans la Confédération. La mémoire compte. La langue aussi, les nombreux dialectes alémaniques marquant la volonté de spécificité locale. Alors, si le Röstigraben irrite, il fait aussi partie de la complexe identité suisse. ■

L'attitude politique romande critiquée du côté vert-libéral

POLITIQUE FÉDÉRALE Au micro du «Nebelspalter», média alémanique très à droite, le président du parti Jürg Grossen a estimé que «se raccrocher à l'argent de l'Etat était comme un programme» dans les cantons latins. Le principal intéressé se défend d'avoir commis un impair, et souligne que les conversations en dialecte ont leurs propres codes

BORIS BUSSLINGER, ZURICH
X @BorisBusslinger

Dimanche dernier, Jürg Grossen, président des vert-libéraux suisses, a répondu aux questions de Dominik Feusi et Markus Somm, deux journalistes du *Nebelspalter*. Ces derniers revenaient sur le Röstigraben observé lors des votations du même jour. Sans prendre de pincettes: «Je pense que le Röstigraben devient dangereux pour le pays, dit Markus Somm. Excusez-moi de le dire comme ça, mais la Suisse romande est en train de dégénérer. Ils se reposent sur les Alémaniques. Ils se permettent et veulent toujours plus de prestations. Ils ont peu de sens des responsabilités concernant la caisse commune. Comme vous le savez, les Suisses alémaniques paient plus. Et je mets en garde que si ça continue comme ça, quelqu'un en Suisse alémanique va finir par dire non. Maintenant la péréquation financière, c'est fini, les assurances sociales que nous payons de manière disproportionnée, c'est fini. [...] Je trouve que ces développements sont très mauvais. Je me demandais ce que tu en pensais, Jürg?»

«Je n'aurais pas choisi ces mots-là»

«Absolument, a répondu le président des vert-libéraux suisses. Je partage cette inquiétude à 100%. Nous avons ce problème que, tout particulièrement dans les cantons latins, les votants, les citoyens, veulent de plus en plus se raccrocher à l'Etat. C'est presque comme un programme, qui rend dépendant au soutien étatique. Et qui fait qu'au bout d'un moment, une majorité ne peut plus faire autrement que de dépendre de cette aide. On espère que ça n'arrivera pas en Suisse alémanique, qu'on reste sur un autre chemin, où la responsabilité individuelle compte encore. Pour moi, c'est central. Mais il y a un potentiel de division, il faut rester prudent. Et essayer de soutenir et de renforcer les forces libérales qui continuent de porter les valeurs fondamentales du libéralisme.» Le podcast s'est ensuite poursuivi sur d'autres sujets, même si un journaliste du *Nebelspalter* compare encore la Suisse romande

à l'Ecosse de manière particulièrement dénigrante. Un peu comme la *Weltwoche* avait intronisé les Welsches «Grecs de la Suisse» en 2012.

Dernière rescapée vert-libérale romande au parlement fédéral, la conseillère nationale Céline Weber – qui a l'avantage d'être bilingue – n'a pas manqué d'écouter son chef. «J'ai personnellement été heurtée par toute l'émission, surtout par la présentation des journalistes, dit la conseillère nationale vaudoise. Et vous n'êtes pas le premier à m'en parler. Mais il y a aussi une différence culturelle. Les Suisses alémaniques sont souvent plus agressifs dans leurs éléments de langage. Ce qui a été dit passe bien dans les bouches alémaniques mais mal dans les oreilles romandes. Par rapport au contenu, je précise qu'il est évidemment faux de dire que les Romands attendent tout de l'Etat. L'Arc lémanique est par ailleurs l'une des régions les plus dynamiques du pays. Monsieur Grossen a sûrement parlé sous le coup de la grosse déception côté romand concernant le plafonnement des primes d'assurance, qui a d'ailleurs aussi déçu les vert-libéraux romands. Il faut savoir que le choix des mots est très différent en suisse-allemand et en français. Je peux comprendre que ça ne fasse pas très plaisir en terres francophones. Mais il ne faut pas surréagir non plus.» Joint par téléphone, le principal intéressé plaide également dans ce sens.

«Un potentiel d'exagération»

«La Suisse romande attend plus de l'Etat que la Suisse alémanique. On le voit dans les résultats des votations. J'ai effectivement dit que je partageais personnellement les inquiétudes soulevées par le journaliste concernant cette inclination. Mais le journaliste a aussi exagéré certains points. C'est un podcast qui est connu pour avoir un potentiel d'exagération. Je soutiens l'orientation générale de son analyse mais je ne dis pas que la Suisse romande exagère. On peut éventuellement me reprocher de ne pas avoir contredit Markus Somm, mais il ne faut pas mettre les mots du présentateur dans ma bouche. Et je n'estime pas avoir dit quelque chose que je n'aurais pas dû.» Sur X (anciennement Twitter), le président du Centre, Gerhard Pfister, commentait le contenu: «Encore quelqu'un qui n'est pas la bougie la plus brillante du gâteau?» Une allusion au commentaire qu'avait fait Jürg Grossen au sujet d'Elisabeth Baume-Schneider fin 2023... sur le plateau du *Nebelspalter*. Le président des vert-libéraux s'en était excusé le lendemain. ■

MAIS ENCORE

Mécanisme de sauvetage de 100 millions pour les hôpitaux bernois

Le canton de Berne s'est doté d'un mécanisme de sauvetage des hôpitaux confrontés à des problèmes de liquidités. Le Grand Conseil a adopté mardi un crédit-cadre de 100 millions de francs qui permet au gouvernement d'accorder des prêts et des cautionnements pour assurer la solvabilité des établissements hospitaliers et contribuer ainsi à garantir la couverture des soins. (ATS)

Les Romands plus enclins aux sacrifices pour réduire les coûts de la santé

ÉTUDE Les Suisses veulent plus d'Etat dans la santé et les Romands sont prêts à réformer le système pour réduire les coûts. C'est ce qui ressort du «Moniteur de la santé 2024» qui sera publié ce mercredi et que «Le Temps» a pu consulter en primeur

ANNICK CHEVILLO, BERNE
X @chevillot_a

Que pensent les Suisses du système de santé? La question a été largement débattue en marge des votations du 9 juin dernier. Et une fois de plus, les citoyens ont préféré conserver l'organisation actuelle, bien qu'imparfaite, plutôt que prendre le risque de jeter un grain de sable dans un rouage trop complexe. C'est également ce qui ressort du «Monitoring de la santé 2024», enquête d'opinion effectuée par l'institut de sondage gfs.bern pour le compte d'Interpharma (faitière de l'industrie pharmaceutique) tous les ans depuis 1996.

Une tendance qui se creuse

Depuis vingt-huit ans, ce sondage, représentatif de la population en âge de voter, agit comme un bon baromètre de la volonté des Suisses en matière de santé: de la politique aux médicaments, en passant par les médecins et les soins. Sans surprise, «pour la majorité des personnes interrogées, il est plus important d'avoir une grande quantité de prestations que de faire baisser les coûts de la santé», relève-t-on chez gfs.bern. Cette tendance se confirme d'année en année.

Ça, c'est pour le tableau général. A y regarder de plus près, une fracture se dessine entre les Romands et le reste du pays, comme le souligne René Buholzer, directeur d'Interpharma: «Les coûts de la santé représentent une charge pour une partie des habitants de notre pays. Elle est plus pesante en Suisse romande que dans les autres régions. Le Röstigraben est net à cet égard.»

Une tendance qui «se creuse», selon gfs.bern. La pression des coûts est plus forte en Suisse romande, région qui se montre



«Les coûts de la santé représentent une charge plus pesante en Suisse romande que dans les autres régions»

RENÉ BUHOLZER, DIRECTEUR
D'INTERPHARMA

«beaucoup plus ouverte aux réformes», poursuit l'institut. Les Romands sont prêts à renoncer au libre choix du médecin (74%) et de l'hôpital (75%). Ils sont également ouverts à une réduction des prestations de l'assurance de base (66%) pour réduire les coûts et les primes, ainsi qu'à des restrictions d'accès aux nouveaux médicaments (66%).

Plus d'Etat, moins de marché

Cette différence n'est pas nouvelle en soi, elle est juste de plus en plus marquée: «Visiblement, les citoyens et citoyens de Suisse romande ressentent plus fortement le poids des coûts de la santé et semblent donc aussi particulièrement sensibles à leur évolution, relève Michèle Sierro, responsable Suisse romande d'Interpharma. De ce fait, on est plus favorable aux réformes dans ces régions: on a à la fois la disposition et la volonté d'aborder les problèmes et de les résoudre. Cela renferme des chances à long terme de trouver des solutions acceptées par l'ensemble de la population.»

Autre résultat marquant du «Monitoring de la santé»: depuis le début des années 2000, l'opi-

nion des sondés sur la gouvernance du système de santé «s'est clairement modifiée, relève-t-on chez gfs.bern. Auparavant, la population avait plutôt tendance à souhaiter un système réglé par le marché.» Depuis 2022, Alémaniques et Tessinois ont basculé et préféreraient un pilotage étatique. En Suisse romande, Etat et marché arrivent à égalité en termes de pilotage.

Mais quel Etat? Alémaniques et Tessinois aimeraient que la Confédération ait plus de pouvoir, tandis que les Romands préféreraient que les cantons soient plus à la manœuvre. L'institut de sondage gfs.bern note encore une évolution notable: «La responsabilité collective est considérée comme plus importante que l'individuelle et les sondés souhaitent une assurance de base qui couvre toutes les prestations plutôt qu'unique-ment les risques élevés.»

Manque de transparence

Un des problèmes soulevés par les personnes interrogées (entre le 19 février et le 17 mars 2024), c'est le manque de transparence du système. Ils sont ainsi 90% à vouloir connaître les données de qualité spécifiques des fournisseurs avant de décider où se faire soigner. De plus, une légère majorité (51%) des sondés aimerait que les pouvoirs publics récompensent financièrement les fournisseurs de prestations médicales de qualité.

Du côté des assurances maladie, le système actuel convient aux personnes interrogées, mais elles aimeraient que les caisses endossent plus de responsabilités dans la diminution des coûts. Le plus grand potentiel d'économies est perçu au niveau des frais administratifs des assureurs, alors qu'ils ne représentent que 5% environ des coûts totaux du système de santé.

Enfin, une majorité (75%) estime que le prix des médicaments est trop élevé dans le pays. Malgré cela, près de deux tiers préfèrent encore acheter un médicament original plutôt qu'un générique. ■